

Paris, le 15 décembre 2019



Lettre n°19/12

« Urgence stratégique »

Les chefs d'état-major ont été récemment auditionnés par les deux Commissions de la Défense de l'Assemblée nationale et du Sénat. Combien de Français ont eu connaissance de leurs propos ? Hélas, aucun de ces chefs ne semble avoir été sollicité par les grands médias pour s'exprimer devant les Français sur les menaces et enjeux stratégiques, la singularité militaire et les exigences opérationnelles. C'est d'autant plus surprenant que notre pays est en guerre et qu'on enterre régulièrement ses soldats morts au combat pour la France.

Tous ont exposé leurs préoccupations. Elles doivent être connues non seulement de quelques dirigeants politiques mais aussi du plus grand nombre de Français qui ne peuvent se plonger dans le compte-rendu des différentes auditions. C'est l'objet de cette lettre d'information et de sensibilisation.

Menaces

Elles ne cessent de se diversifier, de se combiner et de muter en des formes nouvelles. Elles se signalent par une hausse importante des dépenses d'armement dans le monde.

Sur certains théâtres d'opérations, l'armée de l'Air se heurte à des tentatives destinées à lui interdire l'espace aérien ce qui l'oblige à disposer de capacités de neutralisation des défenses antiaériennes plus performantes. Sur et autour de notre territoire national, nos forces font face à des menaces directes telles que la présence plus fréquente d'aéronefs et de sous-marins étrangers dans des zones situées à proximité de nos côtes et de notre espace aérien.

Sans que cette liste soit exhaustive, il y a la menace que font peser les groupes terroristes, et l'utilisation, pour le moment à l'étranger, de drones difficiles à détecter et à neutraliser. Ces menaces sont combinées avec des actions médiatiques et psychologiques visant à fragiliser la cohésion et la résilience de la Nation.

Ressources financières

En 2015, le budget consacré aux Armées atteignait le seuil catastrophique de 1,5 % du PIB et, sans sa stabilisation provoquée par les attentats, il devait se réduire encore jusqu'à 1,3 % du PIB.

Cette chute mortelle était ininterrompue depuis 1980, année où la part du PIB atteignait 3 %, et ce malgré les crises pétrolières de 1975 et 1978. Ces réductions drastiques ont conduit à un affaiblissement considérable de notre armée occulté par la plupart des responsables politiques de tous bords. Cette baisse était d'autant plus pénalisante pour nos forces conventionnelles, celles qui font la guerre, que la dissuasion nucléaire devait être préservée et que les opérations extérieures se multipliaient.

Cela s'est traduit par un vieillissement des matériels dont les principaux avaient entre 30 et 50 ans d'âge. Les stocks de munitions étaient réduits à la portion congrue et l'infrastructure, qui ne disposait plus de crédits suffisants pour l'entretien élémentaire, ne cessait de se délabrer.

Dans ces conditions, la très récente remontée des crédits budgétaires qui a pour objectif d'atteindre le

seuil de 2 % du PIB en 2025 (soit celui de l'année 1990) ne pourra, au mieux, que combler une partie des lacunes, d'autant que deux nouvelles dimensions de la Défense doivent être davantage prises en compte : la cyberdéfense et le spatial qui deviennent des domaines vitaux pour notre pays.

Matériels

La Marine, qui commence à bénéficier de capacités de frappes à longue distance par des missiles de croisière, souffre cependant de ne pas disposer d'un nombre suffisant de bâtiments lui permettant de contrôler notre zone économique exclusive (ZEE) de plus de 11 millions de km² (la 2^e du monde).

L'armée de Terre utilise encore en opération des VAB qui ont plus de 40 ans d'âge et elle ne peut aligner plus d'une quinzaine d'hélicoptères au Sahel, pour couvrir une superficie équivalente à 10 fois celle de la France !

Notre industrie d'armement se doit d'être puissante et doit donc exporter. C'est non seulement pour des raisons économiques et technologiques mais aussi parce qu'il vaut mieux connaître les armes qui pourraient un jour nous être opposées que celles vendues par d'autres pays.

Les ressources humaines

Mais la force d'une armée repose avant tout sur la qualité de ses personnels, qui est liée à leur recrutement, leur formation, leur expérience, leur cohésion et leur moral, mais aussi sur le soutien dont fait preuve la Nation à l'égard de ses soldats. Leur mission est unique ; elle consiste à donner la mort, et à la recevoir le cas échéant, au nom du peuple français pour assurer sa protection, garantir l'intégrité du territoire et défendre ses intérêts stratégiques.

Notre armée a donc besoin d'hommes et de femmes plaçant le service du pays au-dessus des intérêts personnels et acceptant la perspective du sacrifice suprême. Mais que deviendrait une armée si elle ne se sentait pas soutenue par le pays, pire, si elle se sentait trahie par ses dirigeants ?

En conclusion

2020 verra le 80^e anniversaire de la défaite de 1940. Sachons tirer les leçons des deux décennies qui l'ont précédée : une démographie insuffisante liée aux immenses pertes de la Grande Guerre, des alliances illusives, une confiance excessive dans la sécurité collective fondée à l'époque sur la Société des Nations, un refus de voir, de dénoncer et d'agir vite et fort contre la menace nazie, mais aussi une baisse prolongée des budgets de Défense et une impossible remontée en puissance car trop tardive, une absence d'industrie de Défense puissante et de délais suffisants pour transformer du matériel et des hommes en armée cohérente et forte.

Mais peut-être et avant tout, à cette époque régnaient chez un grand nombre de Français cette lassitude, ce doute, ce sentiment oublié que la liberté était le fruit d'un combat permanent que leurs aïeux avaient su mener et qu'il leur revenait de poursuivre...

Que 2020 soit une année de prise de conscience, de mobilisation et de redressement de la France par tous les Français ! C'est notre vœu le plus cher.

LA RÉDACTION de l'ASAF
www.asafrance.fr